



Monsieur Daniel Percheron

Président CONSEIL REGIONAL

151 boulevard du président Hoover

59 555 LILLE CEDEX

Lille, le 11 février 2014

Monsieur le Président,

Nous avons rencontré en juin dernier Monsieur Péricaud, Conseiller Régional, pour échanger à propos de ce projet d'exploration pour les "gaz de couche". Il nous avait déjà parlé de la mission d'enquête et nous avait spontanément proposé de nous intégrer à cette mission d'enquête régionale. Nous avons été auditionnés le 10 décembre, et avons reçu une invitation pour les autres réunions de la mission d'enquête.

Cette mission d'enquête aurait dû permettre aux différents acteurs de la Région ainsi qu'aux citoyens de répondre aux nombreuses interrogations qui subsistent autour de ce dossier.

Or ni la méthode, ni la liste des personnes auditionnées n'ont permis d'engager un débat serein et impartial et nos questionnements pourtant légitimes sont restés sans réponse.

Quand à la fois le Président et le vice-Président de cette mission affirment d'entrée de jeu qu'ils veulent "gagner la bataille du gaz de couche", et en même temps conduisent les débats et choisissent de contacter des sociétés partisans au vu de leur conflit d'intérêt, c'est la qualité de l'enquête qui est remise en cause.

Il est aussi remarquable de constater que les deux principaux responsables de cette mission ne se cachent pas pour montrer leurs préférences pour certaines personnes et affirmer –quelquefois avec mépris- leur profondes oppositions vis-à-vis des opinions de certains autres ; ceci en oubliant qu'ils auraient dû –avant la fin de la mission- faire preuve d'une impartialité qui auraient dû incomber à leur fonction.

On aurait pu s'attendre à ce que la société EGL soit invitée à communiquer des résultats certifiés de ses expérimentations qui ont déjà commencé en Lorraine depuis 2005 ; l'opacité qui règne autour de ses activités en Lorraine est restée intacte et la visite en Lorraine a renforcé nos craintes.

Mr Moulin, directeur d'EGL, a réussi à affirmer devant un groupe d'élus du Nord/Pas-de-Calais que l'incident qui a eu lieu en novembre dernier relevait du fantasme de quelques associations, alors que même la DREAL de Lorraine nous a décrit l'accident ! Quel crédit peut-on alors accorder à cette société qui semble ne pas avoir la maîtrise technique qu'elle prétend avoir ?

Les risques environnementaux que font peser cette exploitation des gaz de couche sur notre région (pollution des nappes phréatiques et des eaux de surface, affaissement des terrains, fuites de méthane...) n'ont pas fait l'objet de débats avec des experts indépendants, ce que nous attendions de cette mission d'enquête.

De plus, même s'il y avait exploitation des gaz de couche, il n'a pas été montré de retombées économiques intéressantes pour la région, pas même en termes d'emplois.

Les conséquences environnementales de cette aventure risquent bien de coûter plus à la région que les maigres bénéfices qu'elle pourrait en tirer. De plus, ils seront en contradiction avec le master plan adopté dans la région ; master plan qui vise à diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre dans un délai assez court.

Monsieur Bataille a vanté dans son intervention des techniques propres de fracturation de la roche, ce qui nous fait craindre le pire, surtout au vu des approximations des considérations scientifiques de l'intervenant.

D'autant que brutalement, lors de cette audition du 6 février, nous sommes devenus indésirables et n'avons pas eu le droit de poser la moindre question ; il nous a même été dit textuellement "que nous avons été invités par erreur" !

Y aurait-il des questions qui dérangeraient le Député ?

Nous trouvons inacceptable cette façon globale de procéder.

Toutes ces raisons font que nous quittons cette mission d'enquête et nous dénonçons dès à présent les conclusions qu'elle rendra.

Veillez agréer, Monsieur le Président de région, nos sentiments respectueux.

Pour le collectif Houille-ouille-ouille 59/62

Christine Poilly, 06 21 68 30 87

Pierre Rose, 06 14 55 09 12